



## **Interview de Monsieur Claude Blanchemaison, anc. Ambassadeur de France, par Thibaud Tollardo, Université de Genève, réalisée à Genève le 4 mai 2018.**

**Ancien ambassadeur de France en Russie entre 2000 et 2003, Claude Blanchemaison est l'auteur du livre *Vivre avec Poutine* (Editions Temporis, 2018, 256 pages). Il était l'invité du Forum Suisse de Politique Internationale le vendredi 4 mai 2018 pour une conférence intitulée *La Russie à la croisée des chemins. Au début du nouveau sextennat de Vladimir Poutine*. Après la conférence, nous lui avons posé quelques questions sur son ouvrage et sur l'actualité politique de la Russie.**

**Thibaud Tollardo :** Pour commencer, quels étaient vos objectifs lors de l'écriture de ce livre ? Voulez-vous livrer votre expérience en tant qu'ambassadeur ou renseigner les Français sur la personnalité de Monsieur Vladimir Poutine et sur son caractère, ainsi que sur les difficultés qu'il a rencontrées ?

**Claude Blanchemaison :** Je voulais, bien sûr retracer mon expérience en tant qu'ambassadeur. Mais aussi, comme je le mets en tête du livre, il est destiné à donner une grille de lecture sur la Russie d'aujourd'hui, entre 2000 et 2018, avec un prolongement jusqu'en 2024. Comme je l'ai mis en exergue *Pour tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir de la Russie, à tous mes amis russes qui souhaitent prendre en main leur destin et puis alors aussi à ceux qui se demandent à quoi peut bien servir un diplomate au 21<sup>ème</sup> siècle* [p.5 de l'ouvrage *Vivre avec Poutine*].

**TT:** Dans votre livre, vous mettez en avant que les élections de ce printemps 2018 en Russie étaient déjà jouées d'avance. Vous ajoutez que les prochaines élections en 2024 seront plus indécises. Pensez-vous que la mise en examen de son opposant politique principal, Alexei Navalny, a affaibli la position de Poutine vis-à-vis de la population russe, comme ce fut le cas lors de l'hiver 2011-2012, lorsque des émeutes ont eu lieu avant les élections ? Est-ce que cet événement peut faire baisser sa côte de popularité auprès de la population russe ?

**CB:** Je crois que la baisse de popularité de 2011-2012 était due à cette impression de chaise musicale entre Poutine et Medvedev, lorsqu'ils échangeaient leurs postes pour la deuxième fois, ce qui n'a pas plu à la population. Cela s'est traduit par une baisse de popularité surtout chez les intellectuels et les élites. Cette fois-ci c'est différent parce que Monsieur Navalny, l'opposant qui a des problèmes avec la justice, qui avait fait un bon score aux élections municipales à Moscou (il avait obtenu entre 25 et 30% des voix quelques années auparavant) n'avait aucune chance aux élections présidentielles. Cependant comme il y avait d'autres candidats, à droite comme à gauche, je ne pense pas que le fait qu'il ait été empêché de se présenter, bien que ce soit regrettable, ait changé les élections.

**TT:** Est-ce que la mise en accusation du principal opposant à Monsieur Poutine ne va pas amener la population à se poser des questions ?

**CB:** Je pense que beaucoup de Russes attendent le résultat des investigations en cours, parce que Monsieur Navalny est l'objet d'accusations, peut-être injustes, ça reste à vérifier. Et puis, par ailleurs, je pense que la majorité de la population russe considère que à ce stade il vaut mieux continuer avec le président actuel compte tenu des difficultés à la fois internes et externes que rencontrent la Russie. Je pense que le risque pour le pouvoir, c'est plutôt le risque qui naitrait d'une insatisfaction sur l'attitude des dirigeants locaux ou centraux ou l'incurie des services publics. Je prends l'exemple de l'incendie dans un centre commercial en mars 2018 qui a été extrêmement mal géré et surtout qui n'aurait jamais dû avoir lieu. Si les propriétaires du centre commercial n'avaient pas corrompu les contrôleurs, les gens qui étaient chargés de délivrer les certificats de conformité, cet incendie ne serait jamais arrivé. De plus, une fois cet incendie arrivé à cause de la corruption, la situation de crise a été mal gérée par les services d'incendie locaux, par le gouverneur local. C'est un petit peu le paroxysme de l'image d'inefficacité d'une partie de l'administration russe et ça la population ne l'accepte pas, parce qu'il y a eu des morts [Le bilan officiel est de 64 morts].

**TT :** Pour revenir sur le nouveau mandat de Monsieur Poutine, est ce que vous pensez que le Président sera en mesure de changer l'économie russe qui, comme vous l'expliquez dans votre livre, est très dépendante du cours des hydrocarbures.

**CB:** Je pense que ça dépend d'une décision qu'il doit prendre assez vite après son installation : qui prendre comme Premier ministre et comme équipe gouvernementale. Lui-même n'a pas la formation pour réfléchir et mettre en œuvre une véritable réforme de l'économie et il n'en a peut-être pas la volonté, car la situation actuelle de la Russie que vous avez décrite correspond à l'équilibre du pouvoir, notamment avec les gens qui bénéficient de la rente pétrolière et de son partage et qui le soutiennent. Mais, il a effectivement besoin d'une équipe au gouvernement qui soit capable de faire cette réforme économique ; qui soit capable de dynamiser l'industrie russe et de la rendre compétitive.

**TT:** Concernant l'actualité et plus précisément les frappes en Syrie par les forces américaines, anglaises et françaises, vous expliquez dans votre livre que les Russes parviennent à maintenir un minimum de coopération avec les Américains pour éviter tout accrochage lors de campagnes en Syrie. Est-ce que vous pensez que les dernières frappes entreprises vont modifier la politique extérieure de la Russie ?

**CB:** Les frappes en Syrie ont eu un but essentiel qui est d'exprimer la volonté par tous les moyens d'empêcher la prolifération d'armes chimiques. Les trois pays ont frappé pour ça, parce qu'ils ont la conviction que des armes chimiques ont été utilisées par le gouvernement de Bachar el-Assad. Ce dernier maintient que ce n'est pas le cas, mais les trois pays en sont convaincus. Donc le signal a été : « Nous ne laisserons pas impuni, sans réaction, l'utilisation d'arme chimique, avis à tous les pays du monde ». Il ne s'agit pas de modifier une situation locale, mais il s'agit plutôt d'une pétition de principe en disant nous sommes les gardiens du respect de la convention internationale qui interdit la fabrication, la détention et l'utilisation d'armes chimiques. Cette convention n'a pas été respectée et même s'il y a un droit de veto au Conseil de sécurité, nous passerons outre et nous frapperons.

**TT:** Est-ce que le peu de réaction de la Russie suite aux frappes (uniquement un appel à la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU) remet en doute, affaibli son statut de grande puissance ?

**CB:** En effet, il y a eu une réaction très modérée. Sur le principe, la Russie était contre et elle a même voulu le dire au Conseil de sécurité de l'ONU. Il était évident que les pays qui avaient frappé seraient contre la condamnation des frappes. La réaction a été modérée aussi, parce que des précautions avaient été prises par les trois pays qui ont mené cette opération militaire, pour qu'il n'y ait pas de mort ou de dégât du côté russe. Il y a eu, au niveau militaire, des concertations techniques pour éviter que ces frappes n'atteignent directement le personnel ou les intérêts russes. Les Russes ont participé à ces concertations, ce qui ne veut pas dire qu'ils étaient d'accord avec ces frappes, mais ils étaient d'accord pour qu'il n'y ait pas de dégâts collatéraux qui frappent les Russes.

Je ne pense pas que ces événements remettent en question le statut de grande puissance de la Russie, même si Bachar el-Assad n'est certainement pas très content que les Russes n'aient pas réagi plus vigoureusement, peut être même qu'il espérerait que les Russes menaceraient d'utiliser leurs systèmes anti-missiles. Mais, d'un autre côté, il n'est pas question de déclencher une guerre entre les Occidentaux et la Russie à cette occasion-là. Par conséquent, il y a eu cette négociation de *déconfliction* pour éviter que les frappes des Occidentaux n'atteignent le personnel ou les équipements russes et de leur côté, les Russes se sont abstenus d'utiliser leurs moyens anti-aériens et anti-missiles. L'objectif n'était pas de chasser Bachar el-Assad du pouvoir, l'objectif n'était pas de renverser le cours de la guerre. L'objectif était de dire : plus jamais d'utilisation d'armes chimiques.

**TT:** Est-ce que vous pensez que la Russie va parvenir à créer des relations de confiance avec ses voisins, tel que la Chine, d'anciennes possessions soviétiques, ou encore des partenaires économiques qui se tournent de plus en plus vers la Chine (Kirghizstan, Turkménistan, ... ) ?

**CB:** La Chine est un sujet majeur, il s'agit de relation entre deux grandes puissances, mais les Russes se rendent bien compte que l'une des deux grandes puissances est bien plus puissante au niveau économique que l'autre. La Chine est actuellement la deuxième économie du monde, tandis que la Russie est la douzième, sur le plan économique. Par ailleurs, la Chine avec ses projets de *Routes de la soie* accroît son influence sur les pays d'Asie centrale, Kazakhstan, Turkménistan, Pakistan, Kirghizstan, qui ont déjà comme premier partenaire économique la Chine. Elle leur propose de construire leurs infrastructures de transport, les infrastructures aéroportuaires qui intéressent ces pays. La Russie est bien obligée d'accepter, même si l'Organisation de coopération de Shanghai à laquelle participe ces pays, ainsi que la Russie et la Chine, a pour objet de modérer les rivalités et les frictions entre la Russie et la Chine dans cette région. Pour le reste, la Chine est un partenaire commercial très important de la Russie. Sur le plan militaire, la Chine ne s'allie avec personne, donc il n'y aura pas de traité d'alliance à faire, même si la Chine achète des armes à la Russie à cause de l'embargo occidental sur la vente d'arme pour la Chine, ce qui permet un marché privilégié pour la Russie.

Par ailleurs, à très long terme, on peut se demander comment se fera l'équilibre entre la Sibérie qui est russe, il n'y a pas de doute là-dessus, mais où la densité de population diminue, où les jeunes qui ne trouvent pas d'emploi et cherchent à s'en aller vers la Russie de l'Ouest, alors que de l'autre côté de la frontière, en Chine, il y a une densité de population énorme. Les Chinois n'ont pas du tout de visée de souveraineté ou d'annexion, mais on peut imaginer qu'à très long terme des chefs d'entreprise chinois aillent faire du business en Sibérie et que, progressivement, ils participent au co-développement de la Sibérie. C'est surtout que les Chinois raisonnent à très long terme ce qui n'est pas toujours le cas des Russes qui raisonnent plutôt à court terme.

**TT:** Est-ce que, durant son prochain mandat, Monsieur Poutine tentera de résoudre les problèmes d'infrastructure en Russie ?

**CB:** Cela fait partie de ce dont j'ai parlé lors de la conférence au FSPI, sur l'hypothèse d'un gouvernement économique, mais aussi d'un gouvernement plus efficace. Poutine le sait bien, quand il a préparé les Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi, les grands opérateurs économiques avaient promis de monter les équipements et de faire des investissements. Puis, dix-huit mois avant l'échéance, Poutine est allé visiter le chantier et il s'est aperçu que s'il ne faisait rien, ce ne serait jamais prêt pour l'ouverture des Jeux Olympiques. C'est toujours lié à l'inefficacité du système, de l'organisation, qu'elle soit privée ou publique, cela revient au même. Alors il a pris quelqu'un qui est assez proche de lui au Kremlin qui s'appelle Kozak et il l'a nommé patron de la construction des infrastructures de Sotchi pour les Jeux Olympiques. Autrement dit il a nommé une sorte de super préfet en charge de réaliser les équipements, il a mis en place une structure avec tout pouvoir pour donner des ordres et faire en sorte qu'il y ait une garantie de bonne fin, que l'équipement soit réalisé à temps et le résultat fut obtenu. S'il ne l'avait pas fait, jamais les équipements auraient été réalisés à temps. Peut-être qu'il faut le faire pour les infrastructures de transport.